

Extrait du Projet 22

<http://www.projet22.com/questions-de-societe/les-faits-marquants/article/7-2-milliards-de-hausse-d-impots.html>

7,2 milliards de hausse d'impôts pour rembourser la dette

- Questions de société - Les faits marquants -

Date de mise en ligne : dimanche 8 juillet 2012

Description :

Le gou-ver-nement de Jean- Marc Ayrault a annoncé le 4 juillet 2012 une hausse de 7,2 mil-liards d'impôts pour 2012 et de 6,1 mil-liards d'impôts sup-plé-men-taires en 2013. Analyse de la situation et portée de cette mesure.

Projet 22

7,2 milliards de hausse d'impôts pour rembourser la dette

Le gouvernement de Jean- Marc Ayrault a annoncé hier une hausse de 7,2 milliards d'impôts pour 2012 et de 6,1 milliards d'impôts supplémentaires en 2013 [1], qui pèsera à 53% sur les ménages et à 47% sur les entreprises.

A noter pêle- mêle une annulation des effets du bouclier fiscal et de l'exonération des heures supplémentaires pour les entreprises de plus de 20 salariés, une augmentation des impôts sur les dividendes, sur les héritages d'une valeur supérieure à 100 000 euros, une hausse des impôts sur l'épargne salariale, une taxe sur les transactions financières des compagnies pétrolières (qui se répercutera sur le prix à la pompe), la disparition de la prise en charge des frais pédagogiques pour les écoles françaises à l'étranger, l'imposition des revenus fonciers des Français résidant à l'étranger...

[Budget : 7.2 milliards d'hausse d'impôts par BFMTV](#)

Cette hausse d'impôts correspond au programme de François Hollande [2]

Officiellement, il s'agit de donner les moyens à l'Etat de mener une politique de relance de l'économie et d'embaucher, notamment, 80 000 contrats aidés supplémentaires [3].

En réalité, ces impôts entrent dans une économie du budget de l'Etat : moins de dépenses, plus de recettes. Du côté des réductions des dépenses, l'Etat renchérit sur la diminution du nombre de fonctionnaires, puisque Sarkozy ne remplaçait pas 1 fonctionnaire sur 2 alors que Hollande ne remplacera pas 2 fonctionnaires sur 3, sauf sur les secteurs prioritaires : l'éducation, la justice et l'intérieur (la police et la gendarmerie). Les économies réalisées sur certains ministères permettent donc de créer 65 000 postes sur cinq ans dans ces trois ministères [4], soit une baisse globale des effectifs publiques de 2,5% par an. Les ministères ont également pour consigne de diminution leurs dépenses : -7% en 2013, -4% en 2014 et en 2015 [5].

En augmentant les impôts, l'Etat ne cherche pas seulement à préserver le budget de l'Etat pour relancer l'économie (et l'industrie en particulier), mais aussi à rembourser ses créanciers : l'Etat rembourse en effet chaque années 43 milliards d'euros dans les seuls intérêts de la dette [6].

En 2011, le paiement des intérêts de la dette devient le 1er budget de l'Etat, avant l'Education nationale [7] :

Budget 2011 :

- Paiement des intérêts de la dette : 46,9 milliards
- Education nationale : 44,5 milliards
- Défense : 30,1 milliards
- ...

7,2 milliards de hausse d'impôts pour rembourser la dette

L'Etat est en effet endetté à près de 1800 milliards d'euros. Qui sont les créanciers ? Ils se divisent en deux catégories : les banques centrales des autres pays (les îles Caïmans, le Luxembourg, le Royaume Uni...) et les investisseurs privés (AXA Assurances, Allianz, MMA, CIC, BNP Paribas, CNP Assurances, Amundi, Covéa, Matmut...) [8].

A noter que les dépenses des différents ministères sont stables ou en baisse depuis plusieurs années : ce qui déséquilibre le budget de l'Etat français, ce sont les intérêts de la dette [9]. Le non-paiement des intérêts de la dette sur une année suffira à l'Etat française de passer sous la barre des 3% de déficit et même de commencer à rembourser la dette. En réalité, les recettes d'une année ne suffirait pas : il faudrait que l'Etat ne paie plus ses fonctionnaires (professeurs, policiers, infirmières...) et n'engage aucune autre dépense (sécurité sociale, retraite...) pendant 6 ans... [10]

En somme, une partie du travail productif des entreprises et des salariés permet de payer les intérêts de la dette (et seulement les intérêts). Une partie de la richesse nationale revient donc aux marchés financiers au sens large. Nos dirigeants ont sûrement fait une erreur en empruntant sur les marchés financiers [11], mais ils ont régulièrement comptés sur une croissance plus faible que prévue. A quand un budget qui s'établirait sur une croissance zéro ? Les promoteurs de la décroissance (verte) veulent croire qu'une autre forme d'économie est possible, qui ne s'appuierait pas sur l'idéologie du progrès et de la croissance...

This world is ours, let's change it !

[1] Lire l'article de 20 mn : [7,2 milliards d'euros d'impôts en plus en 2012 dans le budget rectificatif](#)

[2] Lire l'article de l'Expansion : [François Hollande : son programme économique](#)

[3] Lire l'article du Monde : [Emploi : création de 80 000 contrats aidés supplémentaires au second semestre 2012](#)

[4] 60 000 postes dans l'Education et 5000 postes dans les autres ministères.

[5] Lire l'article de Quoi .info : [Fonctionnaires : combien ne vont pas être remplacés ?](#)

[6] Lire l'article du Pla-ne-to-scope : [Compteur des intérêts de la dette publique française : les intérêts payés par la France](#)

[7] Voir l'article de chrétienté.info : [Le remboursement de la dette devient le premier budget de l'Etat](#)

[8] Lire l'article de Wiki-pédia : [Dette publique de la France](#)

[9] La Cour des comptes recommande en effet pour 2012 un effort budgétaire de 33 milliards d'euros. Lire l'article de France 24 : [La Cour des comptes recommande 33 milliards d'économies en 2013](#)

[10] 1800 milliards d'euros de dette divisé par 300 milliards d'euros de recettes.

[11] Encore faut-il ne pas confondre les dépenses d'investissement et les dépenses de fonctionnement.